



1^{er} mai 2026

***Journée internationale des droits des travailleurs
Pour la solidarité internationale***

Pour le cessez-le-feu à Gaza, en Iran, au Liban, en Ukraine et partout où les travailleurs et les peuples sont victimes des bombes. Les travailleurs du monde entier sont les premières victimes de cette escalade guerrière et payent le prix de cette folie meurtrière.

Les budgets militaires augmentent (+8,5 milliards en 2026 et + 36 milliards d'ici 2030). Les moyens pour l'école (-4 000 postes), la santé (-4 milliards), les collectivités territoriales (-2 milliards), la justice (-100 millions) ... diminuent. Ce qui signifie : moins d'éducation, moins de soins, moins de logement, moins de transport, moins de protection sociale !

Le gouvernement Macron/Lecornu nous fait payer le prix de sa politique de militarisation : « classe défense » dans les écoles, « service national » pour les étudiants, qui n'a de volontaire que le nom faute de places à l'université, dispositif « force spéciale défense » pour les demandeurs d'emploi, contraints de se diriger vers les secteurs de l'armement.

Les spéculateurs, notamment des industries pétrolières et énergétiques, nourrissent leur profit sur le dos des travailleurs et des peuples, sous l'œil complaisant du gouvernement qui refuse d'accéder à la revendication majoritaire de blocage des prix des carburants. Le coût de la vie explose pour les salariés à mesure que les salaires sont gelés.

Afin de museler toute contestation, le gouvernement Macron/Lecornu et leurs alliés, au travers de la proposition de loi Yadan, entendaient criminaliser, en l'assimilant à de l'antisémitisme, toute expression (comme celle de notre Confédération) exigeant le cessez-le-feu à Gaza, condamnant la politique génocidaire de Netanyahou.

Pour se laisser les mains libres, ce même gouvernement, au travers de l'article 21 du projet de loi d'ajustement de la Loi de Programmation Militaire (LPM), voudrait se doter d'un nouvel artifice, « l'état d'alerte de sécurité nationale », pour créer un régime d'exception, afin de déroger à la réglementation, sans la moindre sollicitation parlementaire.

Cependant, le gouvernement a reculé sur la remise en cause du 1^{er} mai, puis a été contraint d'ajourner la proposition de loi Yadan. Dès lors, la voie est ouverte pour le contraindre à satisfaire les revendications. L'UD FO 33 appelle tous les salariés, étudiants, retraités et demandeurs d'emploi à manifester massivement le 1er mai pour porter les revendications de Pain, Paix et Liberté et mettre un coup d'arrêt à la politique liberticide du gouvernement Macron/Lecornu !

**AUGMENTATION des SALAIRES et des RETRAITES
BLOCAGE des prix des CARBURANTS à 1,50 €
DÉFENSE des LIBERTÉS : Refus de toutes lois d'exception ou liberticides
REFUS de la GUERRE : Retrait du projet de loi d'ajustement de la LPM**

**MANIFESTATION 1^{ER} MAI 2026
10H - RÉPUBLIQUE – BORDEAUX**